



Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

UNRISD

AU-DELA DE 2015

SYNTHESE

04

Fevrier 2014

Les facteurs sociaux du développement durable

La persistance de la pauvreté, l'aggravation des inégalités, un environnement dont les limites se resserrent de plus en plus et l'instabilité du marché menacent les avancées sociales et économiques réalisées depuis le début du millénaire.

Un nouveau programme de développement devra aller au-delà des symptômes pour s'attaquer aux causes structurelles ou facteurs de la pauvreté, des inégalités, de l'injustice sociale et de la dégradation de l'environnement et créer les conditions d'un avenir viable du point de vue économique, environnemental et social.

Les voies d'accès au développement durable

Les stratégies à appliquer pour obtenir une croissance économique verte et inclusive occupent une place dominante dans les discussions actuelles relatives à un programme de développement durable. La présente synthèse porte sur des facteurs du développement souvent négligés dans le domaine social, et montre qu'ils sont inséparables des changements économiques, environnementaux et politiques. Elle met en évidence divers domaines dans lesquels les politiques menées se sont révélées de nature à préparer une transformation sociale et recense les facteurs sociaux qui sont essentiels pour catalyser les progrès sur la voie du développement durable.

Le développement durable est nécessairement "axé sur les êtres humains, soucieux de la planète" (Communiqué de Bali du Groupe de personnalités de haut niveau, 28 mars 2013) et guidé par les valeurs de l'égalité des droits et de la justice sociale; il a besoin d'États volontaristes et d'institutions qui fonctionnent bien, et ne deviendra réalité qu'avec la participation de populations qui se prennent en charge.

Pour être socialement durable, le développement doit tenir les promesses du bien-être matériel, qui recouvre la bonne santé, l'éducation et l'accès aux biens et aux services nécessaires à une vie décente; et s'accompagner de conquêtes sociales, culturelles et politiques

propres à donner aux individus un sentiment de sécurité, de dignité et l'aptitude à faire partie d'une communauté par le biais de la reconnaissance et de la représentation. Toutes ces conditions sont inséparables des ressources

Encadré 1: Définition des facteurs sociaux du développement

Les facteurs sociaux s'entendent ici des structures, des institutions et de l'agence sociales qui sont fondées sur des normes et des valeurs sociales et qui déterminent les orientations et modalités du changement.

Les structures sociales sont des modes établis de stratification et de différenciation relatifs par exemple à la classe, au sexe, à l'ethnie, à la religion et à la domiciliation.

Les institutions sont les "règles du jeu"—officielles (les lois) et informelles (les normes)—qui dictent aux personnes et aux organisations leur comportement de manière assez prévisible.

L'agence est la capacité des individus et des groupes de faire leurs propres choix et de peser dans la prise des décisions ayant une incidence sur leur vie.

Les normes et valeurs sociales, qui varient selon les contextes, peuvent être notamment le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine, les significations données à l'identité et à la citoyenneté, l'attachement à la justice et à l'équité sociales, la tolérance, et le respect de la diversité et de l'environnement.

Le développement durable est nécessairement "axé sur les êtres humains, soucieux de la planète" (Communiqué de Bali du Groupe de personnalités de haut niveau, 28 mars 2013) et guidé par les valeurs de l'égalité des droits et de la justice sociale; il a besoin d'États volontaristes et d'institutions qui fonctionnent bien, et ne deviendra réalité qu'avec la participation de populations qui se prennent en charge.



L'examen du développement durable sous l'angle social amène à ne plus seulement se préoccuper de questions et de problèmes sociaux mais à chercher à comprendre les facteurs sociaux dont dépendent tous les résultats en matière de développement.

Encadré 2: Illustration des facteurs sociaux du développement durable

La présente synthèse illustre les facteurs sociaux du développement durable en présentant six ensembles de questions qui ont tendance à être négligées ou insuffisamment creusées dans les débats contemporains sur le développement durable. Les recherches de l'UNRISD montrent en quoi ces facteurs ont souvent été le substrat d'un développement inclusif et durable dans différents contextes.

- *La politique sociale comme facteur de transformation*
- *La reproduction sociale et l'économie des soins*
- *L'égalité des chances et des résultats*
- *Les politiques économiques axées sur l'emploi*
- *L'économie sociale et solidaire*
- *Autonomisation, participation réelle et reddition de comptes*

environnementales nécessaires au maintien de la vie, de la santé et du bien-être.

L'examen du développement durable sous l'angle social amène à ne plus seulement se préoccuper de questions et de problèmes sociaux mais à chercher à comprendre les facteurs sociaux dont dépendent tous les résultats en matière de développement. Il attire l'attention sur l'importance que revêtent les structures, les institutions et l'agence sociales en déterminant les résultats sociaux, économiques, politiques et environnementaux (encadré 1). Il met aussi en lumière les interactions complexes entre les multiples déterminants du développement, les synergies entre les politiques et programmes de différents domaines, ainsi que la nécessité d'une cohérence et d'une coordination entre secteurs, entre différents acteurs et entre les niveaux local, national et mondial.

Les politiques sociales peuvent amener des transformations profondes dans les domaines social, économique et environnemental

Les politiques sociales sont des interventions des gouvernements qui ont une incidence sur le bien-être des individus et des collectivités. Il est aujourd'hui largement admis que la protection sociale universelle contribue de manière essentielle au développement, et de nombreux pays se sont engagés à mettre en place des

socles nationaux de protection sociale. Au-delà de cette fonction de protection, les politiques sociales peuvent amener des transformations profondes dans les domaines économique, environnemental et social—favoriser la productivité économique, développer le capital humain, réduire les inégalités et organiser la répartition de la charge que constitue la reproduction sociale—en orientant les résultats du développement dans un sens plus durable (encadré 3).

Ces fonctions multiples montrent bien que les politiques sociales et économiques sont intrinsèquement liées. Pour être un facteur de transformation, la politique sociale ne peut pas se cantonner dans son rôle résiduel d'assistance à ceux qui vivent en marge de l'économie, au moyen, par exemple, de transferts ciblés visant à faire reculer la pauvreté. Elle doit intégrer ses différentes fonctions pour apporter sécurité et opportunités aux individus tout au long de leur vie, répartir les charges et les fruits de la croissance économique, et redistribuer les coûts des soins.

Une attention insuffisante portée à ces fonctions générales de la politique sociale peut menacer les progrès vers d'autres objectifs du développement—en suscitant des tensions sociales à cause de la rareté des emplois ou des ressources, en compromettant la santé et la productivité ou en empêchant d'investir dans les générations futures. Dans le pire des cas, ces échecs peuvent entraîner un conflit violent ou une nouvelle dégradation de l'environnement.

De nombreux pays conçoivent maintenant des initiatives de politique sociale qui répondent aussi à des préoccupations environnementales, dépassant ainsi les fonctions traditionnelles de la politique sociale. Ces politiques "écosociales" visent à faire évoluer les comportements ou à encourager des modes plus durables de gestion de l'environnement ou de consommation des ressources, à renforcer la résilience ou les facultés d'adaptation des individus et des collectivités tout en atteignant des objectifs sociaux. Citons à titre d'exemples les transferts en espèces pour réduire l'exploitation des ressources dans les zones écologiquement fragiles ou pour rémunérer des services à l'environnement; les programmes d'emploi servant à réhabiliter

des zones où l'environnement est dégradé; les systèmes de transport public ou de logement à haut rendement énergétique; et l'utilisation des sommes non dépensées en subventions au titre de l'énergie pour l'extension des programmes sociaux.

Les politiques sociales jouent donc un rôle essentiel non seulement en faisant reculer la pauvreté mais aussi en favorisant le développement économique et l'intégration sociale. Elles peuvent être aussi d'une grande importance en garantissant l'accès, dans des conditions d'équité, aux biens, services et ressources nécessaires au développement durable.

La reproduction sociale et "l'économie des soins" jettent les bases du développement durable

La reproduction sociale est le fondement d'une société et d'une économie viables et durables. Elle comprend le travail invisible et le plus souvent non rémunéré qui consiste à prendre soin des enfants, des malades et des personnes âgées; à veiller à ce que les actifs soient en bonne santé et bien nourris et à jouer dans la collectivité divers rôles nécessaires à la cohésion de la société, charges qui, dans leur grande majorité, incombent aux femmes dans les ménages. C'est pourtant une question que l'on persiste à négliger, malgré toute l'attention portée à l'équité entre les sexes et à la condition de la femme dans le programme de développement

mondial. Elle est aussi généralement absente des débats qui se déroulent aux niveaux national et mondial sur les politiques à mener en matière de développement durable. Cette négligence se paie par l'inégalité des chances entre hommes et femmes, notamment par la marginalisation des femmes dans l'emploi rémunéré, et par la piètre qualité des soins ou la faiblesse des investissements dans le capital humain dans de nombreux contextes, qui, à leur tour, freinent la production économique.

De plus en plus d'éléments tendent à démontrer que des politiques qui sont bonnes pour les "soins" ne sont pas un luxe que seuls les pays à haut revenu peuvent se permettre, mais plutôt des bases essentielles à poser pour obtenir des résultats en matière de développement durable. La reproduction sociale est une charge à partager non seulement à l'intérieur du ménage (entre les hommes et les femmes), mais surtout entre le ménage, l'État, le marché et d'autres institutions.

L'éventail des politiques publiques susceptibles d'influer sur l'offre des soins est large. Il va de la protection et de la prévoyance sociales, qui comprennent les services d'éducation et de santé, aux politiques de l'emploi, aux transports publics, en passant par l'eau et l'assainissement et d'autres investissements d'équipement. Si les soins constituent une charge à redistribuer, le fait de reconnaître publiquement la valeur de ce type de travail au travers de la protection des droits et des besoins des soignants et des soignés et de la promotion de formes de soins professionnels, attentionnés et rémunérés de façon décente, peut faciliter cette redistribution.

L'égalité des chances et celle des résultats ont toutes deux de l'importance pour le développement durable

Les inégalités ont des conséquences néfastes pour la croissance, la réduction de la pauvreté, la cohésion sociale et d'autres objectifs du développement: de plus en plus d'éléments le prouvent. Face à ces inégalités, les milieux du développement ont actuellement tendance à agir sur l'égalité des chances par des mesures visant à niveler les conditions initiales dans lesquelles les individus ou les groupes se trouvent lorsqu'ils tentent d'assurer leur subsistance ou d'accéder aux services essentiels (santé, éducation). Ils se soucient d'abord de ceux qui sont au plus bas

Ces politiques "écosociales" visent à faire évoluer les comportements ou à encourager des modes plus durables de gestion de l'environnement ou de consommation des ressources, à renforcer la résilience ou les facultés d'adaptation des individus et des collectivités tout en atteignant des objectifs sociaux.

Encadré 3: Les quatre fonctions essentielles de la politique sociale transformatrice

Protection: protéger les populations contre les vicissitudes de la vie, les aléas du marché et le changement de situation dû à l'âge.

Production: accroître le potentiel de production des individus, par le biais par exemple des soins de santé, de l'éducation et de la formation et par des liens avec des politiques actives du travail.

Distribution: corriger les disparités flagrantes de revenu ou de bien-être, garantir un niveau d'égalité socialement acceptable par des interventions sociales directes ou par la gestion des effets distributifs d'autres politiques économiques.

Reproduction: partager les tâches de la reproduction et des soins entre les ménages, l'État et d'autres institutions, et les concilier avec l'emploi rémunéré.

Il est aussi capital de s'attaquer à l'accumulation des richesses au sommet de l'échelle pour corriger les inégalités extrêmes et empêcher qu'elles ne se creusent encore. L'aggravation continue des inégalités compromet les progrès qui pourraient être réalisés sur la voie du développement durable.

de l'échelle des revenus ou qui sont considérés comme vulnérables pour d'autres raisons.

Réduire le problème des inégalités à celui d'un accès limité aux chances pour les pauvres, c'est cependant ignorer de nombreuses conditions et contraintes structurelles qui déterminent les chances, choix et résultats individuels. C'est aussi laisser de côté des facteurs essentiels d'inégalité dans l'économie mondiale financiarisée. C'est ainsi courir le risque d'écarter des instruments politiques efficaces de réduction des disparités tels que :

- les politiques macroéconomiques qui privilégient la création d'emplois;
- des dispositions sociales, un équipement et des services de soins largement accessibles et de bonne qualité;
- un encadrement du marché du travail qui protège les droits des travailleurs;
- des politiques et des programmes qui soutiennent de manière volontariste les petits exploitants agricoles et les populations rurales; et
- les politiques de lutte contre toutes les formes de discrimination.

Il est aussi capital de s'attaquer à l'accumulation des richesses au sommet de l'échelle, notamment par des dispositions financières et fiscales, pour corriger les inégalités extrêmes et empêcher qu'elles ne se creusent encore.

In fine, il importe de réduire l'inégalité des chances et des résultats—par souci d'équité et pour des raisons instrumentales. Le niveau actuel et la nature des inégalités à l'intérieur des pays et entre eux freinent la croissance économique, affaiblissent la cohésion sociale et sont source de conflits sociaux. L'aggravation continue des inégalités compromet les progrès qui pourraient être réalisés sur la voie du développement durable.

Le développement durable passe par des politiques économiques créatrices d'emplois verts et d'emplois décents

L'emploi salarié ou indépendant constitue la source de revenu la plus importante pour la majorité des ménages à travers le monde. L'hypothèse selon laquelle la croissance économique se traduit automatiquement par une croissance des emplois, a fortiori "décents", autrement dit équitablement rémunérés et

protégés, est de plus en plus démentie par la réalité. Au lieu d'être traitée comme un résultat secondaire par les stratégies de développement économique, la création d'emplois devrait en être l'objectif central.

Pour axer la politique économique sur l'emploi, il faut coordonner tout un éventail de politiques macroéconomiques, sectorielles et sociales, notamment celle de l'emploi. Parmi ces politiques figurent :

- des politiques et un encadrement actifs du marché du travail;
- des politiques budgétaires anticycliques, notamment en matière d'investissements publics et de travaux publics;
- les politiques industrielles et
- de solides dispositions sociales financées et pérennisées par des systèmes de création de recettes adaptés au contexte local et réglementés par l'État.

Veiller à ce que les emplois créés soient aussi des emplois décents suppose que l'on s'attaque aux défis lancés par l'emploi informel dans de nombreux contextes de développement. Il peut être utile, pour ce faire, de combiner diverses politiques, dont la formation professionnelle, l'extension de la protection sociale, un environnement réglementaire favorable aux droits du travail, l'aide à la création d'entreprises et un dialogue social renforcé.

Pour être durables, les emplois et la politique économique en général doivent aussi être "verts". "L'économie verte" est apparue comme une approche du développement durable dont tout le monde pourrait tirer profit car elle crée des emplois, stimule la croissance et réduit en même temps les effets néfastes sur l'environnement. Les politiques pertinentes consistent notamment à soutenir les technologies et énergies propres et éco-efficaces, tant dans l'industrie que dans l'agriculture, ainsi que l'expansion des secteurs des services à faibles émissions de carbone, y compris les transports publics et la modernisation du logement. Le développement communautaire, notamment le fait de mettre à profit le savoir traditionnel et les pratiques, par exemple, de petits exploitants agricoles, de villages de pêcheurs, des populations autochtones et des habitants des forêts, peut contribuer à créer des emplois, à

améliorer les moyens d'existence et à protéger l'environnement.

Les démarches relevant de l'économie sociale et solidaire peuvent permettre d'obtenir des résultats durables

Les organisations et entreprises qui, tout en produisant des biens et des services, font passer des objectifs sociaux et souvent environnementaux avant le profit, ou travaillent en coopérative ou en association, ce qui suppose des formes de gestion démocratiques, et qui adhèrent aux valeurs de la solidarité, du partage et de l'attention à autrui retiennent de plus en plus l'attention des milieux du développement.

Désignées globalement sous le vocable "d'économie sociale et solidaire", elles illustrent souvent des concepts tels que ceux de la souveraineté alimentaire, du bien vivre et du bonheur, et visent à défendre des valeurs et des styles de vie associés à une consommation discrète, à une vie en harmonie avec l'environnement et avec les autres, répondant à un sens profond d'utilité et d'appartenance.

L'expérience historique des coopératives comme forme d'organisation de l'économie sociale nous enseigne ce qui suit:

- l'organisation collective de la production et de l'échange des biens et services peut être un moyen efficace de remédier aux défaillances du marché et de gagner en résilience;
- les populations peuvent jouer un rôle important dans la prestation des services sociaux de base, la sécurité sociale, ainsi que dans la gestion des forêts et d'autres ressources communes;
- les groupes féminins d'entraide peuvent être d'une importance capitale à la fois pour la protection de l'environnement et le renouveau de l'agriculture.

Bien que de nombreux décideurs politiques voient essentiellement dans l'économie sociale et solidaire un moyen de réduire la pauvreté, nombre de gouvernements ont récemment adopté des politiques et des lois pour en soutenir certaines formes. Un tel soutien pourrait renforcer le potentiel qu'elle recèle comme forme d'organisation économique. Avec elle s'offrent en effet des opportunités non

négligeables d'intégrer les objectifs de viabilité économique, sociale et environnementale et de promouvoir la justice environnementale et sociale par le biais de l'autonomisation économique et politique.

Autonomisation, participation et reddition de comptes sont essentielles pour garantir le développement durable

La transformation sociale capable de générer intégration et résultats durables dépend de la capacité d'action des acteurs sociaux—en particulier la réinsertion des populations marginalisées par le développement économique. Elle passe par des mécanismes de participation et d'autonomisation, ainsi que par une reddition de comptes de la part des institutions publiques et privées.

Les mécanismes de participation doivent permettre aux groupes défavorisés d'avoir voix au chapitre, de revendiquer leurs droits, de se mobiliser collectivement et de peser dans les décisions qui les concernent. Les recherches de l'UNRISD ont mis en évidence trois formes de participation ou d'organisation qui sont particulièrement pertinentes dans le cas du développement durable:

- la mobilisation de ressources au niveau local ou communautaire, qui est souvent un préalable nécessaire à
- l'accès aux processus de prise de décision et de gouvernance et à l'influence que l'on veut y exercer; et
- le travail de sensibilisation des mouvements sociaux qui s'emploient à reformuler en termes de politiques les débats sur les priorités et les voies du développement.

Les opportunités de participation autonome risquent de remettre en question les structures et les rapports de force existants en ouvrant des espaces de contestation et de négociation sur les politiques et les ressources. Elles sont cependant cruciales si l'on veut accéder à la fois à la justice procédurale (équité de la prise de décision) et à la justice distributive (équité des résultats) et tiennent donc une place centrale dans le choix d'une voie qui conduise au développement durable et allie équité et inclusivité.

Pour que la participation soit bien réelle, il faut que les décideurs et détenteurs du pouvoir

La participation autonome ouvre des espaces de contestation et de négociation sur les politiques et les ressources. Elle est essentielle à l'équité de la prise de décision ainsi qu'à l'équité des résultats et donc au développement durable.

soient réactifs et rendent des comptes et que les institutions, publiques et privées, travaillent dans la transparence. Les gouvernements, comme les grandes entreprises, doivent être comptables devant les citoyens.

Dans la sphère publique, les mécanismes de reddition de comptes sont un des principaux indicateurs de la gouvernance démocratique et un instrument essentiel pour améliorer les prestations des institutions et la qualité des services.

S'agissant des entreprises, la gestion des défis sociaux et environnementaux de la croissance exige:

- un renforcement de la capacité de réglementer des États;
- une plus large application des initiatives normatives prises par des acteurs non étatiques dans les domaines environnemental et social;
- une meilleure accessibilité des procédures de dépôt de plaintes;
- une amélioration de la quantification, du suivi et de la vérification de l'impact social et environnemental; et
- une plus grande mise à contribution du droit international et des processus intergouvernementaux dans l'établissement et la mise en application des règles devant régir le comportement des investisseurs et des entreprises.

Vers une cohérence des politiques pour le développement durable

Les dimensions et facteurs sociaux du développement durable évoqués plus haut

donnent un aperçu du large éventail d'acteurs, et des déterminants complexes de leur comportement, qui affecteront la réalisation de n'importe quel objectif de développement durable. Les structures du pouvoir et des inégalités, les institutions et modes de gouvernance, le savoir et les croyances, les normes et incitations sociales qui influencent les comportements individuels et collectifs interagissent, souvent de manière imprévisible.

Il est donc essentiel pour les résultats du développement durable que les politiques menées dans les domaines économique, social et environnemental soient cohérentes et réactives. Mais la cohérence des politiques ne veut pas seulement dire meilleure coordination des interventions dans les différents domaines aux niveaux de la conception et de la mise en œuvre. Elle implique que l'on veille à ce que les progrès dans un domaine ne soient pas compromis par les conséquences ou les réactions dans un autre; que le partage des coûts et des avantages soit perçu comme équitable—entre les groupes, pays et régions; que les politiques de soutien à la croissance et les avancées technologiques ou les gains d'efficacité ne supplantent pas les objectifs de protection sociale et de développement durable; et à maintenir un équilibre entre les objectifs de protection de l'environnement et les considérations relatives au bien-être des populations.

Un développement qui est durable du point de vue social, environnemental et économique ne peut pas avoir d'autres bases.

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est un institut autonome au sein du système des Nations Unies qui se livre à des recherches pluridisciplinaires sur les dimensions sociales des questions actuelles de développement, et qui analyse les politiques menées sur ces sujets.

Nous nous employons à faire en sorte que l'équité, l'intégration et la justice sociales soient au centre de la réflexion sur le développement, des politiques et de la pratique en la matière.

UNRISD remercie ses bailleurs de fonds pour leur soutien financier au budget institutionnel et aux projets spécifiques. Consulter www.unrisd.org/funding. Notre travail n'aurait pas été possible sans leur soutien.

À propos de cette synthèse

Les synthèses publiées par l'UNRISD dans cette série présentent les conclusions et analyses de recherches et apportent ainsi matière au débat sur le programme de développement qui devra succéder aux OMD. Elles mettent en lumière des informations clés sous une forme concise et renvoient à d'autres lectures qui devraient aider décideurs politiques, militants et universitaires à approfondir le sujet.

Cette synthèse, rédigée par Esuna Dugarova avec des contributions de Peter Utting et de Sarah Cook, s'appuie principalement sur les recherches de l'UNRISD. Elle s'inspire d'une note d'information plus longue, établie par l'UNRISD à titre de contribution à la Note du Secrétariat intitulée Questions nouvelles: les facteurs sociaux du développement durable (E/CN.5/2014/8) pour la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social, qui comporte une bibliographie complète.

Copyright © UNRISD. De brefs extraits de cette publication peuvent être reproduits en l'état sans autorisation, à condition d'en indiquer la source. Pour obtenir des droits de reproduction ou de traduction, s'adresser à l'UNRISD.

Téléchargez gratuitement à partir de l'adresse suivante: www.unrisd.org/b2015_4f

ISSN 2412-2513



www.unrisd.org

Palais des Nations
1211 Genève 10
Suisse
info@unrisd.org



UNRISD

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social